

Zeitschrift:	Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber:	Organisation des Suisses de l'étranger
Band:	42 (2015)
Heft:	3
 Artikel:	Que signifie "bourgeois"? Parlons de sens commun et de logique électorale
Autor:	Kohler, Georg
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-912080

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Que signifie «bourgeois»?

Parlons de sens commun et de logique électorale

Georg Kohler, professeur émérite de philosophie politique à l'Université de Zurich, suit et analyse tout au long de l'année la campagne électorale 2015 pour les Suisses de l'étranger.

GEORG KOHLER

Après les premiers résultats de 2015 lors des élections du Parlement cantonal de Bâle-Campagne et de Lucerne, il paraît de plus en plus probable qu'on assiste à l'automne à une campagne électorale opposant deux camps principaux: les partis bourgeois contre les autres. Le centre passe à la trappe, mais aussi les Verts et la gauche. Cette situation doit irriter non seulement ces partis, mais surtout le PBD, le parti bourgeois-démocratique issu de la scission de l'UDC, et le parti Vert'libéral (pvl).

Mais qu'entend-on réellement par «bourgeois»? Que signifie «centre-gauche»? Ce terme de lutte et d'opposition venu de la droite sert avant tout à qualifier d'insuffisant l'actuel Conseil fédéral ainsi que la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, que l'UDC désapprouve.

Le Conseil fédéral compte actuellement quatre membres de l'alliance bourgeoise composée du PLR, de l'UDC et du PDC. Selon les critères usuels d'analyse politique, il est impossible de classer Eveline Widmer-Schlumpf à gauche. Les deux conseillers socio-démocrates font face à une forte majorité non-socialiste. Cet organe a réussi avec succès à mener à bien la législature 2012/2015. Pour autant, selon les porte-parole bourgeois, il faut mettre fin à cette dangereuse alliance de centre-gauche.

La rhétorique électorale actuelle n'est pas vraiment en adéquation avec la réalité de la politique fédérale. Comment l'expliquer? Qu'est-ce que cela révèle sur la (bonne) manière d'exercer l'État en Suisse? Ces questions et réponses ne sont pas particulièrement originales, mais ne sont pas pour autant superflues. Elles illustrent en effet la réalité de la présence publique (médiatique), qui connaît aussi une transformation dans notre pays et ne correspond tout simplement plus à la marque de fabrique qui a longtemps caractérisé la nation politique suisse, douée d'un sens commun à toute épreuve.

Pourquoi choisir alors une campagne électorale basée sur l'opposition entre deux camps comme moyen de conquérir des voix? Tout simplement parce que c'est ce qui répond le mieux à la logique des campagnes médiatiques



actuelles, dont l'objectif est de simplifier tout en pointant des ennemis. Cette attitude, résumée dans le mot d'ordre «Nous contre les autres», diminue l'incertitude et donne l'assurance d'être dans le bon camp.

Cette méthode est aussi ancienne que les lois du pouvoir en politique. Elle est utilisée d'une extrémité à l'autre de l'échiquier politique, de Lénine à Goebbels, et par bon nombre de candidats désireux de gagner dans des pays démocratiques. Mais est-elle adaptée aux particularités de la démocratie suisse? Absolument pas. La Constitution suisse et les processus de résolution de problèmes qu'elle implique sont en effet structurés de manière à obtenir le compromis, l'intégration et donc des résultats axés sur la conciliation, la globalité et la prise en compte du plus grand nombre possible de groupes d'intérêts.

Pour résumer par une antithèse, disons qu'ils sont calibrés pour des accords «bourgeois» servant le sens commun républicain et ne visent pas en premier lieu un ordre «bourgeois» servant une liberté économique la moins interventionniste possible.

Le Conseil fédéral en fonction, élu démocratiquement par un parlement lui-même élu démocratiquement, semble de centre-gauche uniquement parce qu'il a, ces dernières années, agi en adéquation avec le consensus constitutionnel bourgeois-républicain, et ce avec un succès certain! Il est «non-bourgeois» uniquement pour ceux qui associent le terme «bourgeois» à tout ce qui relève d'un régime bipartite d'une démocratie parlementaire majoritaire à l'anglo-saxonne, au lieu de l'associer à la Suisse qui se distingue historiquement par sa démocratie de concorde.

Répétons-le, le système helvétique repose, depuis fort longtemps et pour de bonnes raisons, sur une large répartition du pouvoir, sur le respect des opinions divergentes et sur la reconnaissance de principe du camp adverse comme co-construteur légitime de la *res publica* commune.

On objectera que la campagne électorale moderne a justement ses propres lois. Peut-être, mais cela ne change rien au fait que ce n'est pas bon pour ce que la culture politique suisse a sans doute de meilleur: son sens commun.



ÉLECTIONS
2015